



**MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'OCCITANIE ET DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE GARONNE.**

Immeuble sis Rue de SALGAREDA - 31140 SAINT ALBAN

PROJET DE CREATION DU SIP DE SAINT ALBAN.

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
(D.C.E.)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(C.C.T.P.)

LOT N°00 - GENERALITES

SARL

LGP

ARCHITECTES

Sarl LGP Architectes

41, rue de la SUR

31 700 BEAUZELLE

Tél : 05.61.59.61.61

Fax : 05.61.59.31.32

Courriel : c.le.gallic@lgp-architectes.fr

Octobre 2021

Indice	Date	Modifications	Etabli par	Validé par
01	29/09/2021	origine	CLG	CLG

SOMMAIRE

0.1	PRÉSENTATION DU PROJET	4
0.1.1	DESCRIPTION SOMMAIRE	4
0.1.2	INTERVENANTS	5
0.1.3	LISTE DES LOTS	5
0.2	ADMINISTRATIF	5
0.2.1	C.C.T.P.	5
0.2.2	PLANS	6
0.2.3	D.P.G.F.	6
0.2.4	PRIX	6
0.2.5	FRAIS INCLUS	6
0.2.6	VISITE DES LIEUX	6
0.2.7	COMPTE PRORATA	7
0.2.8	REGISTRE CHRONOLOGIQUE DE SUIVI DES DECHETS	7
0.3	ORGANISATION DES ETUDES	7
0.3.1	ÉTUDES PRÉPARATOIRES, MISE AU POINT DES PLANS	7
0.3.2	COORDINATION TECHNIQUE ENTRE ENTREPRISES ET RENSEIGNEMENTS	7
0.3.3	PLANNING	8
0.3.4	PLANS DU MAÎTRE D'OEUVRE	8
0.3.5	PLANS D'EXÉCUTION DES OUVRAGES (P.E.O.)	8
0.3.6	DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTES (D.O.E.)	8
0.4	ORGANISATION DU CHANTIER	9
0.4.1	PLANS D'ORGANISATION DU CHANTIER	9
0.4.2	PRÉPARATION ET SÉCURITÉ	9
0.4.3	DÉCLARATION D'INTENTION DE TRAVAUX	9
0.4.4	INSTALLATION DE CHANTIER	10
0.4.5	RENDEZ VOUS DE CHANTIER	10
0.4.6	PANNEAU DE CHANTIER	10

0.4.7	PRÉCHAUFFAGE DES LOCAUX	10
0.4.8	GARDIENNAGE	10
0.4.9	RÉSERVATION - SCHELLEMENT	10
0.4.10	CONNAISSANCE DU DOSSIER ET DES LIEUX	10
0.4.11	EXIGENCE DU SITE	11

0.5 NORMES - SPECIFICATIONS - AGREMENTS**12**

0.5.1	D.T.U.	12
0.5.2	NORME AFNOR – R.E.E.F.	12
0.5.3	AGRÉMENT C.S.T.B.	12
0.5.4	AGRÉMENT PAR LE MAITRE D'OEUVRE	12
0.5.5	RÉFÉRENCE DES PRODUITS	13
0.5.6	TOLÉRANCE	13
0.5.7	BUREAU DE CONTRÔLE	Erreur ! Le signet n'est pas défini.

0.6 RÉCEPTION DE L'OPÉRATION**13**

0.6.1	ÉVACUATION GÉNÉRALE	13
0.6.2	RÉCEPTION	13

0.1 PRÉSENTATION DU PROJET

0.1.1 DESCRIPTION SOMMAIRE

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques du présent C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières) concernent l'ensemble des travaux pour le projet suivant :

Projet de CREATION D'UN SIP à SAINT ALBAN.

Plan de situation :



Photographie aérienne du site :



Plan de façade :



0.1.2 INTERVENANTS

MAÎTRE D'OUVRAGE

DGFIP d'Occitanie et du département de la HG
Service Immobilier.

34 rue des Lois – 31039 TOULOUSE Cedex 09.

Référent : Mme PAILHES Béatrice.

Téléphone : 05 61 10 67 04 - Email : beatrice.pailhes@dgfip.finances.gouv.fr

MAITRE D'ŒUVRE

LGP Architectes

41, rue de la SUR – 31 700 BEAUZELLE

Référent : M. LE GALLIC Christian.

Téléphone : 05 61 59 61 61 – Email : c.le.gallic@lgp-architectes.fr

BUREAU DE CONTRÔLE

VERITAS

Référent : Mme MIALARET Clémence.

Téléphone : 05 61 59 61 61 – Email : clemence.mialaret@bureauveritas.com

COORDINATEUR SPS

ELYFEC

Référent : M. PROMONET Alain.

Téléphone : 06 08 94 75 76 – Email : alain.promonet@elyfec.fr

0.1.3 LISTE DES LOTS : 4 Lots décomposés de la manière suivante :

Lot n°0 - GENERALITES

Lot n°1

SOUS LOT N°1.1 : DEMOLITIONS – GROS ŒUVRE

SOUS LOT N°1.2 : PLATRERIE

SOUS LOT N°1.3 : MENUISERIES INTERIEURES – AGENCEMENT

SOUS LOT N°1.4 : - FAÏENCE

Lot n°2 MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE

Lot n°3

SOUS LOT N°3.1 - COURANT FORT/FAIBLE

SOUS LOT N°3.2 – PLOMBERIE - SANITAIRES

Lot n°4 PEINTURE – SOL SOUPLE

0.2 ADMINISTRATIF

Les documents remis aux entreprises, lors de l'appel d'offres, reflètent l'importance des travaux à exécuter.

En cas de contradiction entre les différents documents, d'omissions ou d'erreurs, l'Entrepreneur en référera au Maître d'Œuvre avant la remise de son offre faute de quoi il en sera responsable et ne pourra se dispenser d'exécuter intégralement les ouvrages.

0.2.1 C.C.T.P.

Le présent C.C.T.P. définit par corps d'état et par catégorie d'ouvrage les travaux nécessaires à la bonne réalisation du projet. Il forme un ensemble qui rend solidaire tous les entrepreneurs appelés à coopérer à sa construction et doit être connu dans sa totalité par chacune des entreprises traitantes afin que nulle incohérence n'existe entre elles.

Toutes les dispositions précisées au C.C.T.P., ainsi que sur les plans, devront être respectées tant en ce qui concerne le mode de construction que le choix des matériaux et type de matériel.

La description des ouvrages n'est pas limitative. Les entrepreneurs devront prévoir l'intégralité des travaux nécessaires et indispensables au complet achèvement de la construction projetée et ce conformément aux règles de l'art et aux règlements en vigueur.

Chaque entreprise devra apprécier les sujétions et incidences que les ouvrages des autres corps d'état pourraient avoir sur ses propres ouvrages.

Les entreprises devront également, de par leurs connaissances professionnelles, suppléer aux détails qui pourraient être omis ou mal formulés dans le présent CCTP et documents graphiques.

0.2.2 PLANS

L'entrepreneur doit la vérification de toutes les côtes portées sur les plans, s'assurer de la concordance entre les différents plans d'ensemble et de détail et le cas échéant informer le Maître d'Œuvre des omissions, erreurs ou anomalies qu'il aurait pu constater.

Seul l'auteur du projet est habilité à communiquer aux entreprises les cotes manquantes ou à apporter les corrections nécessaires aux éventuelles erreurs de cotation.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents graphiques.

0.2.3 D.P.G.F.

Voir documents à compléter ci-joint.

Si l'entreprise souhaite compléter le DPGF d'origine, elle devra rajouter en annexe en fin de document les articles qu'elle pense nécessaires à un parfait achèvement de l'ouvrage.

0.2.4 PRIX

Les prix proposés par l'entrepreneur sont réputés comprendre toutes les dépenses résultantes de l'exécution des travaux : échafaudages, contreventements, renforts, reprise en sous œuvre, etc..., ainsi que les frais généraux, impôts et taxes, et assurer à l'entreprise une marge pour risques et bénéfices.

Aucun supplément ne sera admis pour les travaux à reprendre ou à refaire à la suite d'une mauvaise exécution ou mauvaise interprétation de l'entreprise.

Sauf stipulation contraire du C.C.A.P. les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le Maître de l'Ouvrage.

La décomposition du prix forfaitaire, proposée par l'entreprise, sera établie en respectant les articles du présent CCTP. Toutefois, pour permettre une meilleure appréciation du prix des ouvrages, l'entreprise pourra éventuellement décomposer les articles en sous-articles.

0.2.5 FRAIS INCLUS

Sauf stipulations contraires du CCAP et des CCTP, l'entreprise titulaire du lot 01, doit prévoir dans son offre toutes les charges relatives à l'établissement et l'entretien des installations de chantier, les dispositions nécessaires et la remise en état éventuelle de la voie publique ou privée d'accès. Les voiries intérieures propres au chantier et les aires de stockage, réalisation et entretien sont à la charge du lot 01.

0.2.6 VISITE DES LIEUX

Toutes les entreprises sont réputées avoir, par une visite sur place avant remise de leur offre, pris connaissance parfaite des lieux et vérifié que les conditions pouvant, en quelques manières que ce

soit, influencer sur l'exécution, qualité et prix des ouvrages à exécuter, sont prévues dans leur offre.

Cette reconnaissance doit permettre aux entrepreneurs de vérifier l'accès du chantier, les possibilités de stockage des matériaux et matériels, l'état du terrain, la distance du chantier au domicile de l'entreprise, la distance du chantier aux décharges publiques, etc.

Et dans le cas de travaux à réaliser dans des bâtiments existants, de pratiquer tous les sondages nécessaires à la reconnaissance d'infrastructures et superstructures à renforcer, transformer, démolir etc. et d'effectuer tous les relevés permettant une étude précise de l'offre forfaitaire.

Date de la visite : Mercredi 27 Octobre 2021 à 09h00.

Les plans, dessins, photos et documents, de l'état des lieux inclus au dossier, ne constituent que des éléments d'information. Le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre ne sauraient, en aucune manière, être mis en cause en raison des erreurs ou inexactitudes que ces documents pourraient contenir.

0.2.7 COMPTE PRORATA

Les frais concernés par le compte prorata seront inclus dans l'offre de prix de chaque entreprises, avenants éventuels compris (Norme NF P03-001).

Les consommables (eau et électricité) seront mis à la disposition des entreprises, gracieusement pour la durée du chantier par le maître d'ouvrage. La gestion des consommables devra être réalisée en « bon père de famille » par chaque entreprise. Cependant le MO se réserve le droit s'il constate des abus de facturer les dits consommables à chaque entreprise au prorata du montant de leurs marchés, dans le cadre du compte prorata.

Chaque entreprise, devra l'évacuation de ses propres déblais et mettra en œuvre, à cet effet, les moyens nécessaires pour assurer le tri sélectif de ses gravats et assurera les évacuations nécessaires pendant toute la durée du chantier et le nettoyage des zones de stockage.

0.2.8 REGISTRE CHRONOLOGIQUE DE SUIVI DES DECHETS

Le registre est une obligation réglementaire.

- Il s'applique depuis le 1^{er} juillet 2012 à tous les déchets sortants (cf. art.2 arrêté du 29 février 2012) : déchets dangereux comme non dangereux.
- Il doit être conservé 5 ans.

Ce registre sera :

- Tenu par l'entreprise titulaire du lot 04 et adressé au MO en fin de chantier dans son DOE.
- Modèle de registre à proposer au MO dans la phase préparation du chantier.

0.3 ORGANISATION DES ETUDES

0.3.1 ÉTUDES PRÉPARATOIRES, MISE AU POINT DES PLANS

Après la signature du marché, durant la période de préparation, chaque entreprise doit établir et soumettre au Maître d'œuvre, toutes les études spéciales, ainsi que les plans d'exécution et les détails de mise en œuvre nécessaires à la bonne marche des travaux.

Ces documents, qui ne peuvent en aucune façon modifier le projet, seront soumis au moins vingt jours avant mise en exécution, les incidences de non respect de cette règle seront à la charge de l'entreprise.

0.3.2 COORDINATION TECHNIQUE ENTRE ENTREPRISES ET RENSEIGNEMENTS

Les entreprises devront fournir, en temps utile, les précisions relatives aux ouvrages de tous les corps d'états et dont l'exécution est liée à des sujétions communes tel que les niveaux d'arases et nus bruts à respecter, emplacements et définition des surcharges spéciales, emplacement et encombrement des canalisations, caniveaux, puisards, tuyauteries ou gaines, dispositions et sujétions à prévoir.

0.3.3 PLANNING

Les entreprises s'engagent sur le planning TCE suivant :

PLANNING au 29/09/2021 (Version 2)			
1	Déclaration préalable (Déposé le 13/09/2021)	1 mois	13 Septembre au 12 Octobre 2021
2	Recours des tiers	2 mois	13 Octobre au 12 Décembre 2021
3	Recours administratif	1 mois	13 Décembre au 12 Janvier 2022
4	Constitution du DCE	1 mois	13 Septembre au 12 Octobre 2021
5	Consultation des entreprises	1 mois	13 Octobre au 12 Novembre 2021
6	Analyse des offres, négociations et signature des marchés	1 mois	15 Novembre au 10 Décembre 2021
7	Préparation de chantier	1 mois	13 Décembre au 12 Janvier 2022
8	Chantier Phase 1	2 mois	13 Janvier au 11 Mars 2022
9	Transfert du personnel de la Phase 2 vers la phase 1	1 semaine	14 Mars au 16 Mars 2022
10	Chantier Phase 2	1 mois	17 Mars au 15 Avril 2022
11	Transfert du personnel de la Phase 1 vers la phase 2	1 semaine	18 Avril au 20 Avril 2022
12	Chantier Phase 3	2 semaines	du 21 Avril au 04 Mai 2022
13	Réception, levée des réserves, livraison	1 semaine	du 05 Mai au 13 Mai 2022

Pendant la période de préparation, les entreprises devront établir un planning détaillé, avec l'ensemble de ses délais de fabrication, d'approvisionnement et de pose, en fonction du planning TCE établi ci-dessus par le Maître d'œuvre, fixant le délai global de chaque phase.

0.3.4 PLANS DU MAÎTRE D'ŒUVRE

En cas de contradictions entre deux plans, le choix appartient au Maître d'œuvre, le marché de l'entreprise étant réputé avoir inclus la solution la plus onéreuse.

Il est entendu que les détails de construction indiqués aux plans du Maître d'œuvre laissent toute liberté aux constructeurs quant aux dimensions et aux sections des différentes parties des ouvrages. Les entreprises ont donc toutes les responsabilités de leurs travaux. Les modifications éventuelles proposées par les entreprises devront toutefois recevoir l'agrément du Maître d'œuvre et sont réputées incluses dans l'offre.

0.3.5 PLANS D'EXÉCUTION DES OUVRAGES (P.E.O.)

Les plans d'exécutions des ouvrages seront réalisés par chaque entreprise pour ses ouvrages. Chaque entreprise établira une liste prévisionnelle de plans d'exécution dans les trente jours calendaires suivant l'ordre de service numéro 1 engageant la phase de préparation des travaux.

0.3.6 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTES (D.O.E.)

Chaque entreprise devra, dans un délai d'une semaine, à compter de la réception, fournir leurs D.O.E. en :

- 1 dossier complet sur clé USB, format PDF pour le Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, BCT, CSPS

Constitution des dossiers :

- Documents graphiques : Plans d'exécutions définitifs, détails, photos des réseaux avant recouvrement pour les lots techniques
- Documents techniques : Fiches techniques des matériaux et notice d'entretien, Notes de Calculs, Procès-Verbaux, BSD.

0.4 ORGANISATION DU CHANTIER

0.4.1 PLANS D'ORGANISATION DU CHANTIER

Durant la période de préparation, les entreprises retenues établiront un plan d'implantation et d'organisation du chantier (PIC), en liaison avec le MO et le C.S.P.S.

Ce plan est établi en accord avec les différents corps d'état devant intervenir sur le chantier et devra être approuvé par la Maîtrise d'œuvre et le Maître d'Ouvrage.

0.4.2 PRÉPARATION ET SÉCURITÉ

Pendant la période de préparation, les entreprises retenues devront dresser un programme d'exécution assortie du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires : baraquements, parcs à ferraille et à matériaux, appareils de levage, branchements d'eau et d'électricité, sanitaires, etc.

Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprise titulaire et sous traitant) doit rédiger dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de son marché et avant de démarrer toute intervention sur le chantier, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (P.P.S.P.S.)

En cas de non remise de ce document, elle se verra interdire toute intervention sur le site.

Le P.P.S.P.S. remplace le Plan d'Hygiène et Sécurité tel que défini à l'article L 235.3 du Code de Travail introduit par la loi 1106 du 6 Décembre 1976 et aujourd'hui abrogé

Le P.P.S.P.S. devra comporter un certain nombre de chapitres conformes à l'article 238.31 Section 5 de l'article 1 du décret 94.1159

En cas de non respect de ces dispositions, l'entrepreneur s'expose aux sanctions pénales prévues par la loi.

Le Plan d'Installation du Chantier, partie intégrante du P.P.S.P.S., sera soumis au visa du Coordonnateur S.P.S. dans un délai de 15 jours (quinze jours) suivant la notification du marché.

Les prescriptions visant l'hygiène et la sécurité du chantier s'appliquent à chaque entrepreneur.

Chaque entreprise devra vérifier que le personnel à sa disposition, (quelle que soit la qualification) utilise les dispositifs de sécurités individuels (casques, souliers renforcés, baudriers anti-chutes, etc.)

En cas de défaut, le Coordonnateur S.P.S. peut ordonner l'exécution de telle ou telle mesure de sécurité qu'ils estimerait indispensable, aux frais de l'entreprise responsable, sans que celui-ci puisse faire une demande de supplément.

En cas d'arrêt momentané du chantier, suite à contrôle négatif de l'Inspection du Travail ou de la Protection Civile, l'entreprise responsable se verra appliquer les pénalités de retard prévues au C.C.A.P. (Cahier des Clauses Administratives Particulières)

L'installation électrique de chantier et sa mise en service fera l'objet d'une vérification réglementaire et son état sera contrôlé périodiquement par un responsable nommément désigné par l'Entreprise du lot n° 03.

Chaque entrepreneur devra tenir compte, pour l'exécution de ses travaux, des règlements de Sécurité Incendie et suivre, à ses frais, les prescriptions des textes en vigueur ou du Bureau de Contrôle

0.4.3 DÉCLARATION D'INTENTION DE TRAVAUX

L'entreprise titulaire du lot 03 en relation avec le CSPS sera tenue, avant tous travaux, d'adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux aux diverses administrations ou établissements (ORANGE, G.D.F., ENEDIS., Service des Eaux, S.N.C.F., etc. ...)

0.4.4 INSTALLATION DE CHANTIER

Pour les besoins du chantier : des locaux d'hygiène réglementaires de surface suffisante en fonction des effectifs, suivant réglementation en vigueur.

Pour les besoins de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre : les bureaux de chantier, une salle de réunion pour 10 personnes avec tables, sièges, éclairage, chauffage, téléphone, panneaux pour affichages plans et plannings, et armoires fermant à clés.

L'entreprise titulaire du lot 03, devra prévoir tous les raccordements nécessaires et L'entreprise titulaire du lot 01 devra effectuer l'entretien et le nettoyage hebdomadaire de l'ensemble des bureaux. Dépenses au titre du compte prorata.

0.4.5 RENDEZ VOUS DE CHANTIER

Le jour et l'heure des rendez-vous de chantier hebdomadaire seront fixés par le Maître d'œuvre, en accord avec le Maître de l'Ouvrage et les entreprises.

Les entreprises devront être présentes selon convocation à chaque réunion (chantier et planning) pendant toute la période du chantier.

0.4.6 PANNEAU DE CHANTIER

L'entreprise titulaire du lot 01, devra la fourniture et la pose d'un panneau de chantier (80 cm x 120 cm) comportant le nom, l'adresse et le téléphone de la maîtrise d'Ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, du CSPS, du BC, des BE et des entreprises, références du permis de construire, surface du terrain, éventuels logo et/ou perspective. Voir modèle dans dossier DCE : 11- Panneau de chantier.xls.

0.4.7 PRÉCHAUFFAGE DES LOCAUX

A la charge du Maître d'Ouvrage, si nécessaire.

0.4.8 GARDIENNAGE

A la charge du Maître d'Ouvrage, si nécessaire.

0.4.9 RÉSERVATION - SCHELLEMENT

Toutes trémies, trous, et feuillures à réserver à la construction devront être exécutés par l'entreprise titulaire du lot 01.

Tous les scellements seront effectués avec le plus grand soin par chaque sous lot intéressé.

D'une manière générale, l'entreprise titulaire du lot 01 aura à sa charge tous les percements, scellements et calfeutrements ainsi que tous les rebouchages, qui sont le fait de ses propres travaux ou de l'implantation de son propre matériel.

Les rebouchages seront exécutés par l'entreprise titulaire du lot 01 et regarnis dans le matériau d'origine, y compris tous raccords de finition, ciment, plâtre, enduit garnissant, peinture etc.... s'ils sont exécutés "après coup" pour une cause dépendant de l'entrepreneur.

Sauf spécifications contraires dans les CCTP, chaque entreprise doit assurer le parfait raccordement de ses ouvrages avec le support livré par un autre corps d'état chargé de la finition (couvre-joints, caches fixations, éléments de rattrapage, etc.)

0.4.10 CONNAISSANCE DU DOSSIER ET DES LIEUX

L'entrepreneur devra vérifier sous son entière responsabilité les documents, dessins et renseignements divers qui lui seront communiqués.

Il devra consulter l'ensemble du dossier de tous les corps d'états et notamment « les limites de prestations » des différents lots et ne pourra pas invoquer l'ignorance de son contenu.

Il s'est rendu compte sur place des difficultés d'exécution et déclare accepter les sujétions dues au travail simultané avec des ouvriers d'autres corps d'état.

L'entrepreneur doit livrer une installation complète en ordre de marche. Aucune solution de continuité entre deux lots de travaux ne pourra donner lieu à plus value.

0.4.11 EXIGENCE DU SITE

Zone de stockage :

Les entreprises adjudicataires devront, organiser leurs zones de stockages (bennes, véhicules, base de vie, stockage du matériel sur site, livraison) en liaison avec le MO. Les places de stationnements (4 places) et les zones dédiées aux bennes DIB (2 places) seront localisées avec le MO pendant la période de préparation sur le parking communal.

Circulations des agents :

Les entreprises retenues devront, organiser leurs travaux afin que le cheminement des agents sur le site soit assuré et sécurisé durant l'ensemble des phases du chantier (prévenir le MO au minimum 2 semaines avant modification des flux). Le balisage sera à la charge des entreprises (compte prorata).

Travaux bruyants :

Les entreprises retenues devront planifier leurs travaux bruyants durant des plages horaires adaptées au bon fonctionnement du site (avant 9 h 00 et après 17 h 30 du lundi au vendredi). Des interventions le samedi et le dimanche sont envisageables avec l'accord du MO (prévenir le MO au minimum une semaine avant intervention). Aucun avenant ne sera consenti à ce titre durant les travaux. Ces contraintes sont à intégrer dans les propositions des entreprises et ne doivent pas pénaliser le planning général du chantier.

Approvisionnement :

Les entreprises retenues devront, approvisionner le chantier durant des plages horaires adaptées au bon fonctionnement du site (de 5 h 00 à 9 h 00 du lundi au vendredi). Des interventions le samedi et dimanche sont envisageables avec l'accord du MO (prévenir le MO au minimum une semaine avant intervention).

Durant les opérations d'approvisionnements situés pendant les horaires adaptés les intervenants seront obligatoirement au minimum en binôme (pas d'intervention isolée).

Aucun avenant ne sera consenti à ce titre durant les travaux. Les circulations utilisées pour l'approvisionnement devront être rendues propre à destination aux agents avant 9 h 00.

Les espaces intérieures pourront être utilisées pour le stockage et l'évacuation des gravats ainsi que le stationnement ponctuel de véhicule de chantier. Ces contraintes sont à intégrer dans les propositions des entreprises et ne doivent pas pénaliser le planning général du chantier.

Protection des ouvrages existants :

Les entreprises retenues devront, pendant l'exécution des travaux, protéger efficacement et maintenir en parfait état les locaux et accès intérieurs ou extérieurs des bâtiments.

Les entreprises retenues devront prévoir la protection de tous les ouvrages que l'exécution de ses travaux et le transport de ses matériaux ou matériels pourraient détériorer (revêtement de sol, façade, couverture, mobilier, locaux voisins du chantier...)

Dispositions à prendre pour les égouts existants, caniveaux techniques enterrés, réseaux aériens, bordures, bouches à clé, bornes incendie...

Dispositions à prendre pour maintenir les zones techniques du site en fonctionnement compris protections provisoires et toutes sujétions de mise en œuvre.

Mesures accompagnatrices :

- Une demande de badge devra être réalisée par chaque entreprise auprès du maître d'ouvrage (dans

la phase préparation de chantier) qui mettra à disposition de manière nominative des badges pour chaque intervenant.

- Fermeture du chantier : les entreprises doivent fermer le chantier chaque soir. Les entreprises sont responsables du clos et couvert (bâchage efficace) et en particulier de la bonne fermeture (porte, fenêtre, portail, grilles du parking intérieur, etc....)

- Propreté : le chantier et ses accès seront propres et non encombrés. Les déchets et les gravats seront évacués au fur et à mesure. Il est interdit d'utiliser le ramassage des ordures.

- Nettoyage du chantier : les installations ou locaux seront remis aux utilisateurs parfaitement propres. En cours et tout le long du chantier, en fin de semaine, chaque entreprise devra mettre à disposition une personne pour procéder aux nettoyages nécessaires du chantier (balayage, évacuation) jusqu'aux bennes mises à disposition.

En cas de non respect de ces consignes, sur simple demande du Maître d'Œuvre tous les nettoyages imparfaits seront exécutés par l'entreprise du lot n°01 aux frais des entreprises présentes sur le chantier ou par une entreprise extérieure.

0.5 NORMES - SPECIFICATIONS - AGREMENTS

Les ouvrages à réaliser pour l'exécution du projet devront respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires concernant la construction.

En aucun cas les entreprises adjudicataires ne pourront se soustraire aux obligations contenues dans les documents ci-après. L'offre de prix sera toujours réputée avoir été produite compte tenu de toutes ces prescriptions.

0.5.1 D.T.U.

L'ensemble des documents techniques unifiés, établis par le groupe de coordination des textes techniques et édités par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, sont imposés à l'entrepreneur comme contractuels et font partie intégrante du marché sans pour autant devoir y être joints.

Il est précisé que c'est bien l'ensemble des D.T.U., homologués par le C.S.T.B., qui seront ainsi rendus contractuels que ces cahiers aient été ou non déclarés obligatoires par décret ministériel.

0.5.2 NORME AFNOR – R.E.E.F.

Tous les matériaux utilisés par l'entrepreneur devront être conformes aux spécifications des normes AFNOR et leur emballage devra, le cas échéant, porter mention apparente de la norme de référence.

0.5.3 AGRÉMENT C.S.T.B.

Les matériaux préfabriqués ou usinés, entrant dans la composition des ouvrages à exécuter, devront posséder l'agrément du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (label C.S.T.B.)

Il pourra exceptionnellement, et sur références spéciales, être employé des matériaux faisant l'objet de l'agrément provisoire du C.S.T.B. à condition de produire un rapport favorable du Centre.

0.5.4 AGRÉMENT PAR LE MAITRE D'OEUVRE

Malgré la régularité des matériaux employés au regard des normes et agréments imposés, chaque matériau devra au préalable être soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre.

A cet effet l'entrepreneur sera tenu de présenter par nature d'ouvrage la nomenclature des matériaux proposés avec leur nature et marque de référence et d'en déposer un échantillonnage au bureau de chantier.

Aucun équipement ou matériau de qualité inférieure à celui retenu ne pourra être accepté ultérieurement sauf motivation spéciale et notamment dans le cas de matériau nouvellement agréé.

Les méthodes de mise en oeuvre devront également faire l'objet de l'agrément du Maître d'Œuvre lorsqu'elles feront appel à une technique nouvelle s'écartant des règles de l'art habituelles.

L'entreprise ne pourra prétendre à aucune modification du montant de son offre en cas de refus de sa proposition de matériau ou de mise en oeuvre ou de choix différent

Le Maître d'Oeuvre aura le droit de faire détruire tout ou partie d'ouvrage exécuté avec des matériaux ou de manière non conforme

0.5.5 RÉFÉRENCE DES PRODUITS

Les marques des produits ne sont indiquées dans le présent CCTP qu'à titre de référence de prix. Les entreprises pourront proposer toute autre marque ou type à condition que le produit préconisé soit techniquement et visuellement équivalent dans son classement, forme, texture, gamme de couleurs, etc.

Le choix définitif appartiendra au Maître d'Ouvrage.

0.5.6 TOLÉRANCE

Les tolérances dimensionnelles Tous Corps d'Etat seront celles définies par les normes et DTU sans qu'il soit besoin d'y faire référence dans la description du CCTP

0.5.7 BUREAU DE CONTRÔLE

Le RICT sera fourni ultérieurement, en cours d'appel d'offre.

0.5.8 COORDONNATEUR SPS

Le PGC sera fourni ultérieurement, en cours d'appel d'offre.

0.5.9 DOSSIER DE DIAGNOSTICS TECHNIQUES

Voir Dossier Technique Amiante N° 1411-007 joint au DCE : Document 6.

Le DIAG Amiante avant travaux avec prélèvements sera fourni ultérieurement, en cours d'appel d'offre.

0.6 RÉCEPTION DE L'OPÉRATION

0.6.1 ÉVACUATION GÉNÉRALE

Dès achèvement des travaux de tous les corps d'état, les entreprises devront la remise en état de toutes les parties détériorées pendant la durée des travaux : voies d'accès, clôtures, plantations, terrains, etc..., qu'elles soient propriété du Maître de l'Ouvrage ou de tiers.

Les entreprises devront également la démolition des zones de fabrication des bétons et mortiers, voies provisoires de chantier, voies de grues, etc..., ainsi qu'un nivelage général et l'enlèvement et transport aux décharges publiques de tous les décombres, gravois, terres en excès, etc...

0.6.2 RÉCEPTION

Dispositions générales selon norme en vigueur :

- Demande de réception
- Visite de réception
- Procès Verbal
- Entrée en possession par le Maître de l'ouvrage
- Réception sans/avec réserves
- Levée des réserves
- Année de parfait achèvement et garanties.